



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

RAPPORT PAYS 2024

NIGER

Impulser la transformation du Niger par la réforme de l'architecture financière mondiale





AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

RAPPORT PAYS 2024

NIGER

Impulser la transformation du Niger
par la réforme de l'architecture financière mondiale



© 2024 Banque africaine de développement

Groupe de la Banque africaine de développement
Avenue Joseph Anoma
01 BP 1387 Abidjan 01
Côte d'Ivoire
www.afdb.org

Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles de la Banque africaine de développement, de son Conseil d'administration ou des pays qu'elle représente. Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer ce matériau pour votre propre usage, et inclure les extraits de cette publication dans vos propres documents, présentations, blogs, sites web et matériaux pédagogiques, pour autant que la Banque africaine de développement soit mentionnée comme étant la source et le titulaire du droit d'auteur.

REMERCIEMENTS

Le Rapport Pays 2024 sur Niger a été préparé au sein du Complexe du Chef Economiste et Vice-présidence chargé de la gouvernance économique et de la gestion des connaissances (ECVP), sous la direction et la supervision générale du Professeur Kevin C. Urama, Economiste en Chef et Vice-président, avec le soutien d'Amadou Boly (Assistant en Chef de l'Economiste en Chef) et d'Amah Marie-Aude Ezanin Koffi (Assistant de Direction).

La préparation de ce Rapport a été dirigée par Désiré Vencatachellum, Directeur principal, Département des économies-pays (ECCE), avec Marcellin Ndong Ntah (Lead Economist, ECCE) en tant que Responsable de la gestion du projet, le soutien informatique d'Abir Bdioui (Consultante, ECCE), et le soutien administratif de Tricia Effe Baidoo (Assistante d'Equipe, ECCE). Le Rapport thématique du Niger a été rédigé par Kalidou DIALLO, Economiste pays, sous la supervision de Guy Blaise Nkamleu, Lead Economist pour l'Afrique de l'Ouest.

L'équipe remercie (i) l'Equipe-pays du Niger dirigée par Lamin Barrow, Directeur Général, Afrique de l'Ouest, Joseph Ribeiro, Directeur Général Adjoint; et John Andrianarista, Représentant pays du Niger (CONE); (ii) le Département des politiques macroéconomiques, des prévisions et de la recherche (ECMR), dirigé par Abdoulaye Coulibaly, Responsable-direction ; (iii) le Département des pays en transition dirigé par Yero Baldeh, Directeur, (iv) le Centre africain de gestion et d'investissement en ressources naturelles, dirigé par Désiré Vencatachellum, Responsable-direction ; et (v) la Division des politiques macroéconomiques et de la soutenabilité de la dette dirigé par Anthony Simpasa, Chef de division ; pour leurs contributions.

Les données figurant dans ce Rapport ont été compilées par le Département des statistiques, dirigé par Babatunde Samson Omotosho, Directeur, avec une contribution significative de Louis Kouakou (Chef de la division des Statistiques économiques et sociales, Département des statistiques), Ben Paul Mungyereza (Chef de la division du Renforcement des capacités statistiques, Département des statistiques), Anouar Chaouch (Statisticien supérieur de la Division 1 du Département des statistiques) et Momar Kouta (Chargé supérieur des systèmes d'information statistique, de la Division 1 du Département des Statistiques).

Les commentaires formulés dans le cadre de l'examen par les pairs ont été reçus de Alexandre Kopoin, Economiste de Recherche, ECMR1, et Kadidiatou Gassama, Economiste pays, ECCE1. Le Professeur Sylvain Eloi Dessy, Département d'économie, Université Laval - Canada ou le Dr Joseph Atta-Mensah, Senior Fellow du Centre Africain pour la transformation économique, ont contribué, à titre d'évaluateurs externes.

La couverture du rapport s'inspire d'une maquette générale réalisée par Laetitia Yattien- Amiguet and Justin Kabasele du service des relations extérieures et de la communication de la Banque. La révision a été effectuée par le Département des Services Linguistiques de la Banque (TCLS), et la mise en page par Ancre Consulting

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	3
RÉSUMÉ ANALYTIQUE	7
INTRODUCTION GENERALE	9
CHAPITRE 1. PERFORMANCES ET PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DU NIGER	11
Messages clés	12
Introduction	12
Section 1 : Dynamique de la croissance	14
Section 2 : Autres évolutions économiques et sociales récentes	15
Section 3 – Perspectives et risques macroéconomiques	15
Section 4 – Options politiques pour favoriser une croissance forte et résiliente appuyant la stabilité macroéconomique et la transformation économique	15
CHAPITRE 2. BILAN DES PROGRÈS DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE DU NIGER	17
Messages clés	17
Introduction	18
Section 1 : Bilan de la performance économique et de la transformation économique au Niger	18
Section 2. Transformation structurelle du pays : moteurs, goulets d'étranglement et atouts	19
Section 3 - Financements pour accélérer la transformation structurelle du Niger	26
CHAPITRE 3 : LE FINANCEMENT DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE DU NIGER : LA NÉCESSITÉ DE RÉFORMER L'ARCHITECTURE FINANCIÈRE MONDIALE	29
Messages clés	29
Introduction	30
Section 1– Situation du Niger par rapport à la nécessité de réformer l'architecture financière internationale	30
Section 2 - Mobiliser des ressources supplémentaires pour la transformation structurelle au Niger	31
Section 3 - Faire face à la dette	31
Section 4 - Financement de l'action climatique	33
Section 5 – Conclusions et recommandations stratégiques	34
RÉFÉRENCES	35

LISTE DES FIGURES

- Figure 2.1** Croissance du PIB réel du Niger par rapport à l’Afrique de l’Ouest (en %)
- Figure 2.2** Croissance du PIB réel par habitant du Niger rapport à l’Afrique de l’Ouest (en %)
- Figure 2.3** Valeurs ajoutées sectorielles (% du PIB)
- Figure 2.4** Parts emplois sectoriels (% total emploi)
- Figure 2.5** Niger. Évolution de de la productivité intra et intersectorielle du travail
- Figure 2.6** Répartition sectorielle des exportations de services du Niger (2005-2021)
- Figure 2.7** Estimation des besoins annuels de financement et du déficit de financement pour accélérer la transformation structurelle en Afrique d’ici 2030 et 2063
- Figure 2.8** Augmentation nécessaire du ratio impôts/PIB pour combler le déficit estimé de financement annuel en Afrique

LISTE DES ENCADRÉS

- Encadré 1:** Canaux de transmission de l’impact du durcissement des conditions financières internationales
- Encadré 2:** Soutien de la Bad à la transformation structurelle au Niger

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau 1:** Indicateurs macro-économiques

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

BAD	Banque africaine de développement
BCEAO	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BMD	Banque multilatérale de développement
BIT	Bureau international du travail
CDCB	Caisse de dépôts et consignations du Bénin
CDN	Contribution déterminée au niveau national
COVID-19	Maladie à coronavirus apparue en 2019
DTS	Droit de tirages spécial
FEC	Facilité élargie de crédit
FCFA	Franc de la Communauté financière africaine
FMI	Fonds monétaire international
ICV	Indice de croissance verte
IFD	Institution financière de développement
INN	Illicite, non déclarée et non réglementée
GES	Gaz à effet de serre
GPC	Garantie partielle de crédit
MPME	Micros, petites et moyennes entreprises
MEDC	Mécanisme élargi de crédit
ND-GAIN	Notre Dame Global Adaptation Initiative
ODD	Objectifs de développement durable
PDES	Plan de développement économique et social
PEA	Perspectives économiques en Afrique
PIB	Produit intérieur brut
PPP	Partenariat public - privé
PND	Plan national de développement
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UC	Unité de compte
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UNDCF	Fonds d'équipement des Nations unies
USD	Dollar des États-Unis d'Amérique

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Évolution macroéconomique récente et perspectives

L'activité économique a fortement ralenti au Niger en 2023, avec un taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de 2,5 %, comparé à 11,9 % en 2022. La baisse du taux de croissance du PIB résulte, pour l'essentiel, du changement de régime politique intervenu en juillet 2023, qui a entraîné des sanctions économiques et financières de la part de la CEDEAO et de l'UEMOA, ainsi que du gel des financements extérieurs des principaux partenaires techniques et financiers (PTF). Les perspectives économiques en 2024 et 2025 sont favorables, en raison de la levée des sanctions économiques et financières, de la reprise des financements des principaux PTF et du démarrage de l'exploitation de nouveaux gisements d'hydrocarbures. Le taux de croissance du PIB projeté à 10,4 % et 7,4 % respectivement en 2024 et 2025 serait tiré par l'ensemble des secteurs économiques. Pour atténuer les risques et lever les contraintes structurelles majeures risquant d'affecter l'activité économique et l'amélioration des conditions de vie des populations, les autorités devraient s'atteler notamment à : i) adopter rapidement une feuille route et un programme économique de transition susceptible de bénéficier de l'appui de la communauté internationale et des principaux PTF ; ii) s'assurer que le programme économique de transition repose sur un cadre macroéconomique viable et consolide les acquis de la bonne gouvernance économique et financière obtenus ces dernières années au Niger.

Bilan des progrès de la transformation structurelle au Niger

Après une période de faible croissance économique, voire de stagnation, dans les décennies 1980-1990, 1990-2000 et 2000-2010, le taux de croissance du PIB réel au Niger s'est redressé dans la décennie 2010-2020. Mais la structure de l'économie du pays n'a pas sensiblement changé durant les trois dernières décennies. Cette situation, qui est encore valable pour la période de la forte croissance, témoigne de la faible croissance de la productivité inter-sectorielle qui confirme la lenteur du changement structurel. Les goulots d'étranglement de la transformation structurelle de l'économie nigérienne sont multiples, comprenant des faiblesses structurelles de secteurs clés comme l'agriculture, qui emploie près de 80 % de la population active. L'accélération de la transformation structurelle de l'économie nigérienne nécessite des financements importants, qui doivent être mobilisés aussi bien à l'interne qu'à l'externe. En effet, le Niger figure parmi les pays devant mobiliser plus de 10 % du PIB en recettes fiscales pour accélérer leur transformation structurelle.

Financement de la transformation structurelle au Niger : la nécessité de réformer l'architecture financière internationale

Le Niger figure parmi les pays ayant le plus de besoin de financement pour accélérer la transformation structurelle de leur économie. La mobilisation des ressources financières extérieures constitue une des

principales modalités de financement de l'économie à laquelle le pays doit encore recourir. Le financement extérieur du développement du Niger dans le cadre des PDES successifs a été important durant la dernière décennie. Dans ces ressources extérieures, la part des financements concessionnels issus des principaux PTF a été dominante, même si la dette publique a aussi augmenté. Pour continuer à bénéficier de davantage de financements extérieurs, notamment de concours des PTF et d'IDE, le Niger doit poursuivre et consolider, pendant et après la transition politique, les réformes économiques et financières et l'amélioration de la gouvernance du pays engagées durant la dernière décennie. Cela devrait passer notamment par une meilleure gestion de la dette publique pour ne pas s'exposer à un risque de surendettement élevé.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

La présente Note thématique pays 2024 pour le Niger étudie la problématique de la transformation structurelle de son économie. La littérature économique et plusieurs études montrent que la transformation structurelle est une condition nécessaire à l'amélioration de la productivité et de la croissance économique indispensables pour améliorer les conditions de vie des populations. L'analyse s'étend également à l'examen de la problématique du financement de la transformation structurelle de l'économie en liaison avec la question de la réforme de l'architecture financière mondiale. La Note reproduit, à l'échelle du pays, des analyses ciblées sur la base du principal rapport des Perspectives économiques en Afrique (PEA), en 2024, du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD).

La suite de la Note comprend trois principaux chapitres. Le premier chapitre présente les performances et les perspectives macroéconomiques récentes au Niger. Le deuxième chapitre analyse la problématique de la transformation structurelle de l'économie nigérienne et de son financement. Le troisième chapitre étudie la problématique du financement de l'économie nigérienne en lien avec le besoin de réformes dans l'architecture financière mondiale.

PERFORMANCES ET PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DU NIGER

MESSAGES CLÉS

- La croissance économique a ralenti fortement au Niger en 2023, avec un taux de croissance de 2,5 % comparé à 11,9 % en 2022, en raison du changement de régime politique accompagné de sanctions économiques et financières de la part de la CEDEAO et de l'UEMOA. Le taux d'inflation s'est réduit sous l'effet de la performance du secteur agricole, son principal déterminant.
- Paradoxalement, les déséquilibres macroéconomiques (déficits budgétaires et de compte courant) se sont réduits, sous l'effet de la baisse plus importante des dépenses publiques par rapport aux recettes publiques, en raison des sanctions économiques et du gel des financements extérieurs issus des principaux PTF.
- Les perspectives économiques en 2024 et 2025 sont favorables en raison de la levée des sanctions économiques et financières, de la reprise des financements des principaux PTF et du démarrage de l'exploitation de nouveaux gisements d'hydrocarbures. Le taux de croissance du PIB est projeté à 10,4 % et 7,4 % respectivement en 2024 et 2025, tiré par l'ensemble des secteurs économiques.
- Toutefois, les perspectives économiques favorables du Niger sont exposées à plusieurs risques liés d'abord à l'incertitude de la transition politique et aux effets négatifs de la sortie effective de la CEDEAO annoncée par le Niger, à l'insécurité, au changement climatique, ainsi qu'à la dégradation de la conjoncture internationale et à la baisse des prix internationaux des matières premières.

Introduction

Le présent chapitre passe en revue l'évolution macroéconomique récente du Niger et présente les perspectives de croissance à moyen terme sur la période 2024-2025. Il examine ensuite les principaux risques de nature à affecter les perspectives et propose des options politiques pour favoriser une croissance forte et résiliente, soutenir la stabilité macroéconomique et la transformation économique et faire face aux chocs affectant l'économie du pays.

Section 1: Dynamique de la croissance

Le Niger avait renoué avec la croissance économique en 2022, après les chocs climatiques et de la pandémie Covid-19 respectivement en 2021 et 2020, qui avaient fortement ralenti la dynamique économique de la période 2011-2019. En 2023, l'activité économique a de nouveau été fortement ralentie par le changement de régime politique intervenu en juillet 2023 et les sanctions économiques et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA qui en ont résulté, ainsi que par le gel des financements des principaux PTF. La croissance du PIB a en conséquence plafonné à 2,5 % en 2023, comparé à 11,9% en 2022. L'impact négatif du changement de régime politique sur l'activité économique aurait été encore plus important si celui-ci avait eu lieu au début de l'année 2023.

La croissance économique estimée en 2023 a principalement bénéficié, côté offre, de la contribution du secteur primaire (environ 38 % du PIB) attribuable à la hausse de la production vivrière (+7,4%) ; du secteur secondaire (22 % du PIB), qui s'est également accrue de 2,9 % grâce principalement à la hausse de la production pétrolière (+12,7 %) ; du secteur tertiaire (environ 40 % du PIB) dont la croissance a plafonné à 1,7 % en raison de la baisse des activités de commerce et de transport. Côté demande, la

croissance n'a bénéficié que de la hausse de 4,5 % de la consommation finale (environ 89 % du PIB), surtout privée. L'investissement a, par contre, reculé sous l'effet de la baisse des dépenses publiques d'investissement (-5,4 % du PIB) consécutive à l'arrêt des financements extérieurs, en particulier du gel des financements des principaux PTF. Les exportations nettes ont continué à grever la croissance économique en raison de la persistance du déficit de la balance commerciale, bien qu'en baisse.

Section 2 : Autres évolutions économiques et sociales récentes

Politique monétaire – Inflation- Taux de change : Les pressions inflationnistes se sont atténuées, avec un taux d'inflation estimé à 3,7 % en 2023 contre 4,2% en 2022. Cette évolution favorable résulte tout d'abord de la bonne tenue de la campagne agricole, qui est le principal déterminant de la dynamique de l'inflation au Niger, et de la tendance baissière de l'inflation au sein de l'UEMOA. En effet, la BCEAO a poursuivi en 2023 le resserrement de sa politique monétaire en vue de contenir la hausse des prix. Cela s'est traduit par le relèvement à trois reprises de son principal taux directeur (taux de soumission aux adjudications), soit de 2,75 % à 3 % en mars, puis à 3,25% en septembre et à 3,50 % en décembre 2023. Conjugué aux sanctions de l'UEMOA, ce relèvement s'est traduit par une contraction de la masse monétaire de 0,9 % en 2023 contre une expansion de 11,9 % en 2022, ainsi que par une diminution des créances sur l'économie de 7,3 % en 2023, sous l'effet d'un retrait de 7,4 % des crédits octroyés par les banques commerciales à l'économie.

Politique budgétaire- Dette publique : Sous l'effet des sanctions économiques, l'exécution budgétaire de 2023 s'est traduite par une baisse plus importante des dépenses publiques par rapport aux recettes publiques. Les déficits budgétaire

Après la baisse du taux de croissance économique en 2023 liée au changement de régime politique et aux sanctions économiques, les perspectives économiques sont favorables en 2024 et 2025 avec des taux de croissance projetés respectifs de 10,4% et 7,4%.

Tableau 1: Indicateurs macroéconomiques

	2019	2020	2021	2022	2023(e)	2024(p)	2025(p)
Taux de croissance du PIB	5,9	3,6	1,4	11,9	2,5	10,5	7,7
Taux de croissance du PIB réel par habitant	2,1	-0,2	-2,4	8,1	-1,3	6,7	3,9
Inflation	-2,5	2,9	3,8	4,2	3,7	3,5	3,1
Solde budgétaire (dons compris) (% PIB)	-3,6	-5,9	-6,1	-6,7	-5,0	-4,2	-3,1
Solde primaire (% PIB)	-2,6	-4,8	-5,0	-5,7	-4,2	-3,5	-2,5
Solde du compte courant (% PIB)	-12,2	-13,2	-14,1	-16,2	-14,1	-7,8	-8,7
Population totale (millions)	23,4	24,3	25,3	26,2	27,2		
Espérance de vie à la naissance (ans)	62,9	61,5	61,6	62,1	62,9		

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prédictions (p). Département des Statistique de la BAD, avril 2024.

primaire et global se sont en conséquence réduits respectivement à 5 % du PIB et 4,2 % du PIB en 2023 (cf. Tableau 1). La baisse des dépenses publiques a surtout concerné l'investissement (- 5,3 % du PIB) en raison du gel des financements extérieurs et de l'impossibilité de recourir au marché financier régional. Si la plupart des catégories de recettes publiques ont été affectées par la crise politique, ce sont surtout celles liées au commerce international (droits de douane) ainsi que divers impôts et taxes intérieurs (80 % des recettes fiscales intérieures reposant sur le secteur formel) qui ont subi une baisse sensible à mesure que l'impact des sanctions se propageait à l'ensemble de l'économie. Le déficit budgétaire a été financé par des ressources extérieures concessionnelles (plus de 50 %), le recours au financement bancaire et l'accumulation des arriérés. La situation de la dette publique s'est détériorée concomitamment à l'accumulation des arriérés de paiement due aux sanctions, le ratio dette publique/PIB passant d'environ 50 % en 2022 à près de 53 % en 2023 (même si ce niveau est nettement inférieur à la norme de 70 % fixée par les critères de convergence). Dominée par des emprunts extérieurs (à plus de 65 %), la situation de la dette publique était caractérisée, avant le coup

d'État de juillet, par un risque de surendettement global et extérieur modéré.

Position extérieure : flux financiers externes : Le déficit du compte courant s'est réduit à 14,1 % du PIB en 2023 contre 16,2 % du PIB en 2022, principalement en raison de l'amélioration de la balance commerciale. La fermeture des frontières et les sanctions économiques ont en effet eu un impact négatif moins prononcé sur les exportations (-4,8 %) que sur les importations (-11,6 %). Ainsi, deux des principaux produits d'exportation du Niger (uranium et pétrole) ont été relativement moins affectés que les autres produits faisant l'objet de commerce international. Le déficit du compte courant, structurellement élevé, date d'avant la crise, est habituellement financé, pour l'essentiel, par l'aide publique au développement (APD) et l'investissement direct étranger (IDE).

Pauvreté et indicateurs sociaux : L'évaluation de l'incidence de la pauvreté à fin 2023¹ montre que celle-ci aurait augmenté de 1,9 % points de pourcentage sous l'effet des sanctions à 43,9 %. L'insécurité alimentaire et la situation sanitaire, précaires avant le changement politique, se

1 Les enquêtes ont été conduites par l'Institut national de la statistique, avec l'appui de la Banque mondiale.

Encadré 1: Impact du resserrement des conditions financières internationales (canaux de transmission)

Le Niger a d'abord été fortement affecté par les sanctions économiques et financières prises par la CEDEAO et l'UEMOA au lendemain du changement de régime politique en juillet 2023. Le gel des financements des principaux PTF a accentué les effets de ces sanctions sur l'économie nigérienne. L'arrêt des financements extérieurs, notamment des principaux PTF, et les sanctions financières imposées par l'UEMOA ont entraîné pour le Niger des problèmes d'accès à la liquidité. Ainsi, le gouvernement nigérien n'avait plus accès au marché financier régional de l'UEMOA pour financer le budget et ne pouvait plus effectuer de transactions bancaires à travers le réseau de la BCEAO (par exemple, pour effectuer le paiement du service de la dette). Toutefois, les banques locales ont continué d'accéder aux opérations hebdomadaires de liquidités sur le marché monétaire de la BCEAO afin de maintenir un niveau minimum de liquidité dans le système bancaire. L'UEMOA avait ordonné aux institutions financières d'appliquer pleinement le gel des avoirs publics et les autres sanctions financières, en demandant des preuves de l'application des mesures. Les sanctions imposées au Niger ont conduit à l'accumulation d'arriérés de paiement de la dette, ce qui constitue un défaut de paiement selon la définition de Moody's. À la suite du coup d'État, Moody's a baissé la note de la dette souveraine du Niger de deux crans à Caa2, avec une perspective négative. Une telle note est considérée comme hautement spéculative et limite l'accès du Niger aux marchés capitaux internationaux. Par ailleurs, le coût de refinancement sur les obligations souveraines a augmenté, passant de 12,774 % le 10 juillet 2023 à 15,453 % le 13 novembre 2023. Par ailleurs la baisse de la note souveraine peut impliquer une baisse de la valeur du collatéral des banques et des difficultés d'accès à la liquidité pour le système bancaire.

Avant le changement de régime de politique, le Niger avait, comme les autres pays de l'UEMOA, subi les contrecoups du resserrement de la politique monétaire de la BCEAO. Ainsi, les taux d'intérêt des banques commerciales avaient suivi l'augmentation des taux directeurs de la BCEAO, de 2 % en juillet 2020 à 3,5 % en 2023. Cette tendance à la hausse des taux directeurs de la BCEAO aurait contribué au ralentissement de l'investissement du secteur privé et de la consommation des ménages, et affecté la croissance économique.

seraient également aggravés. Le ralentissement de l'activité économique aurait obéré l'accès à l'emploi, qui était déjà problématique, avec un taux de chômage officiel d'environ 16 % de la population active. Avant le changement de régime politique, l'inégalité de revenu était déjà forte, avec un indice de Gini de 0,35. L'indice du développement humain restait aussi faible, estimé à 0,394 en 2020, classant ainsi le Niger parmi les derniers pays. Enfin, parmi les 17 objectifs de développement durable (ODD), le Niger n'avait enregistré de progrès que dans l'objectif 13, relatif au changement climatique.

Section 3 – Perspectives et risques macroéconomiques

3.1 Perspectives

Les perspectives économiques en 2024 et 2025 sont favorables, grâce à la levée des sanctions économiques et financières, à la reprise des financements des principaux PTF et au démarrage de l'exploitation de nouveaux gisements d'hydrocarbures. La croissance économique projetée à 10,4 % et 7,4 % respectivement en 2024 et 2025 serait tirée par l'ensemble des secteurs économiques. Le secteur primaire croîtrait de 8,1%

en 2024 et de 8,7 % en 2025 grâce, notamment, à l'agriculture vivrière. Le secteur secondaire enregistrerait également une forte hausse en 2024 (20,7 %) sous l'effet de l'envolée de la production de pétrole brut, qui passerait de 20 000 barils à environ 100 000 barils par jour. Enfin, avec la reprise des activités de transport et de commerce, le secteur tertiaire croîtrait de 5,2 % et 5,9 % respectivement en 2024 et 2025. Du point de vue de la demande, la croissance en 2024 et 2025 serait tirée à la fois par la consommation finale et l'investissement, alors que les exportations nettes continueraient de grever la croissance, en raison des besoins d'importations élevés.

Les pressions inflationnistes devraient se stabiliser en 2024 et 2025 avec des taux d'inflation respectifs de 3,7 % et 3%. Cette maîtrise de l'inflation, proche de la cible de 3 % du critère de convergence de l'UEMOA, serait favorisée d'abord par la performance du secteur agricole, qui reste le principal moteur de la dynamique de l'inflation au Niger. Ce résultat positif serait aussi facilité par l'orientation de la politique monétaire de la BCEAO en faveur de la lutte contre les pressions inflationnistes, et la stabilité de l'euro sur le marché international de changes dans un contexte de régime de change fixe FCFA/euro.

La situation budgétaire en 2024 et 2025 devrait se consolider grâce à une réduction simultanée des déficits budgétaires primaire et global. Cela résulterait de la hausse substantielle de recettes fiscales favorisée par la reprise des activités commerciales et des revenus pétroliers, ainsi que de la reprise des financements extérieurs concessionnels des principaux PTF. Le déficit budgétaire demeurerait néanmoins au-dessus du critère de convergence de l'UEMOA (3 % du PIB). À la faveur de l'envolée de la production et de exportations de pétrole, la position des échanges extérieurs devrait s'améliorer sensiblement. Le solde du compte courant devrait se réduire de près de 50 % en 2024 et 2025 et serait financé principalement par l'aide publique au développement et l'IDE.

3.2. Risques

Les perspectives économiques favorables du Niger sont exposées à plusieurs risques liés d'abord à l'incertitude de la transition politique et aux effets négatifs de la sortie effective de la CEDEAO annoncée par le Niger. L'activité économique pourrait également être affectée par la dégradation de la situation sécuritaire dans le Sahel et les changements climatiques récurrents au Niger. La dégradation de la conjoncture internationale et la baisse des prix internationaux, notamment du pétrole et de l'uranium, pourraient aussi déteindre sur la dynamique du secteur des ressources naturelles.

Section 4 – Options politiques pour favoriser une croissance forte et résiliente appuyant la stabilité macroéconomique et la transformation économique

Avant le changement de régime politique en juillet 2023, le Niger disposait d'un cadre stratégique (PDES 2022-2026) visant à favoriser une croissance forte et résiliente à l'appui de la stabilité macroéconomique et de la transformation économique. Pour la transition, un nouveau cadre stratégique intitulé Programme de résilience pour la sauvegarde de la patrie (PRSP 2023-2026) est en cours d'adoption. Pour atteindre les objectifs susmentionnés, le PRSP 2023-2026, qui bénéficierait de l'appui notamment des PTF, devrait :

- **Poursuivre la promotion d'un cadre macroéconomique viable et consolider les acquis en matière de bonne gouvernance économique et financière engrangés ces dernières années par le Niger.** Étant donné l'appartenance du Niger à l'UEMOA, qui a vocation à promouvoir la stabilité monétaire avec un régime de change fixe, les efforts de stabilité macroéconomique du pays doivent reposer sur la bonne gestion des finances publiques, avec un accent particulier sur la viabilité de la dette publique.

- **Continuer les efforts de consolidation et de modernisation du secteur agro-pastoral, qui représente près de 40 % du PIB et emploie environ 80 % de la population active nigérienne.** Il s'agira de poursuivre les programmes d'investissements importants entrepris ces dernières et soutenus par les principaux PTF, à l'instar du programme de barrage et d'aménagement de Kandadji.
- **Accélérer le développement des infrastructures, notamment dans les secteurs de l'énergie et du transport, qui conditionnent grandement le développement des entreprises et la croissance économique.** Le déficit d'infrastructures reste en effet un obstacle majeur au développement d'un secteur privé structuré et à la transformation structurelle de l'économie, en raison des coûts excessifs des facteurs de production.
- **Intensifier les actions en faveur du développement du capital humain et des**

secteurs sociaux pour lesquels le Niger est toujours classé parmi les derniers pays au monde, selon l'IDH notamment.

De plus, la transformation structurelle de l'économie suppose une productivité accrue du travail, d'où la nécessité de renforcer le capital humain à travers, notamment, une offre éducative portée par une formation technique et professionnelle de qualité, un système intégré assurant l'adéquation entre l'offre de compétences et la demande du marché.

- **Poursuivre les actions en faveur du renforcement de la protection de l'environnement et la consolidation de la résilience aux changements climatiques** à travers, notamment, la mise en œuvre des actions prévues dans le document de la Contribution déterminée au niveau national (CDN) révisée et des engagements pris au titre de l'Initiative d'Abidjan, dans le cadre de la COP 15 sur la désertification et la sécheresse.

BILAN DES PROGRÈS DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE DU NIGER

2

MESSAGES CLÉS

- Après une période de faible croissance économique, voire de stagnation dans les décennies 1980-1990, 1990-2000 et 2000-2010, le taux de croissance du PIB réel du Niger s'est redressé au cours de la décennie 2010-2020. Le taux de croissance économique est ainsi passé de 1,63 % à 5,67 % entre 1991-2000 et 2011-2020, se situant largement au-dessus des moyennes régionales pendant cette dernière décennie (3,94 % et 2,05 % dans le G5 Sahel et dans le groupe des États fragiles respectivement).
- Toutefois, la structure de l'économie nigérienne n'a pas sensiblement changé au cours des trois dernières décennies. De ce fait, entre 1991-2000 et 2011-2020, les parts de l'agriculture, de l'industrie et des services dans le PIB sont passées, en moyenne, respectivement de 33,0% à 34,9%, de 21,3% à 22,4%, et de 36,9% à 38,7%. Cette situation, qui est encore plus palpable pendant la période de forte croissance de 2011-2022, explique la faible croissance de la productivité inter-sectorielle, qui confirme la lenteur du changement structurel (déplacement de la main-d'œuvre des secteurs à faible productivité vers des secteurs à forte productivité).
- Les goulots d'étranglements de la transformation structurelle de l'économie nigérienne sont multiples, et comprennent les faiblesses structurelles de secteurs clés, comme l'agriculture qui emploie près de 80 % de la population active. À cela s'ajoutent le déficit criant en infrastructures, notamment d'énergie et de transport, la faiblesse des capacités humaines, le peu d'attractivité de l'environnement des affaires et la déficience du secteur privé dominé par l'informalité.
- L'accélération de la transformation structurelle de l'économie nigérienne nécessite des financements importants qui doivent être mobilisés aussi bien au niveau interne qu'externe. C'est que le Niger figure parmi les sept pays africains qui doivent encore mobiliser plus de 10 % du PIB en recettes fiscales pour atteindre la performance des pays ayant réussi dans la transformation structurelle à travers la réalisation de certains ODD.

Introduction

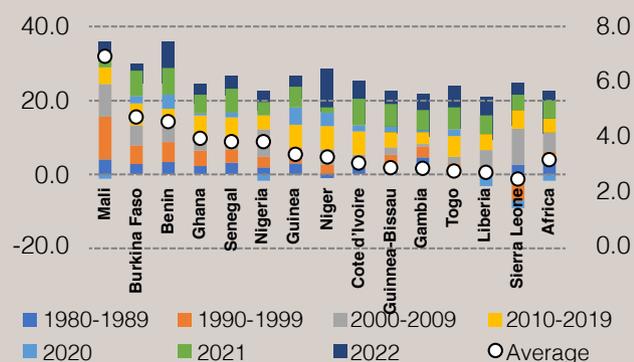
Le présent chapitre examine les progrès accomplis par le Niger dans la transformation structurelle de son économie, indispensable à l'accélération de la productivité et de la croissance économique. Pour ce faire, il passe en revue les performances économiques du pays sur les trois dernières décennies et analyse l'évolution de la transformation structurelle sur la même période afin de mettre en exergue les goulots d'étranglement et les atouts y afférents. Les besoins et déficits de financement sont également examinés eu égard à la nécessité d'accélérer la transformation structurelle pour atteindre le niveau des pays en développement les plus performants.

Section 1 : Bilan de la performance économique et de la transformation économique au Niger

Après une période de faible croissance économique, voire de stagnation, dans les décennies 1980-1990, 1990-2000 et 2000-2010, le taux de croissance du PIB réel du Niger s'est redressé dans la décennie 2010-2020. Le taux de croissance économique est ainsi passé de 1,63 % à 5,67 % entre les décennies 1991-2000 et

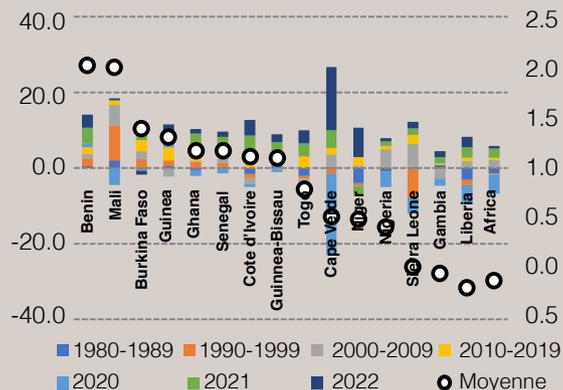
2011-2020, ce qui est nettement supérieur aux moyennes régionales de cette dernière décennie (3,94 % et 2,05 % dans le G5 Sahel et dans le groupe des États fragiles respectivement). Cependant, dès 2020, la crise sanitaire liée à la COVID-19 et la fermeture des frontières avec le Nigeria ont ralenti la dynamique économique ; après avoir progressé de 5,9 % en 2019 et 7,2 % en 2018, le PIB réel a augmenté de seulement 3,58 % et 1,4 % en 2020 et 2021 respectivement, soit les plus bas niveaux enregistrés depuis 2010. Sur les dix dernières années (2012-2021), le PIB aura progressé de manière erratique, rythmé par la conjonction de chocs pluviométrique, sécuritaire et sanitaire. Les fluctuations autour de la moyenne restent contenues, avec un pic en 2018 (7,2 %) et un creux en 2021 (1,4 %). L'évolution des cours mondiaux de l'uranium et du pétrole explique par ailleurs ces tendances qui illustrent l'instabilité de la croissance économique pendant les récentes années. Par ailleurs, si la croissance en 2021 a été plus faible qu'en 2020, c'est principalement à cause de la baisse de la production agricole due à la mauvaise pluviométrie ; elle aura été tirée par les secteurs secondaire et tertiaire, ainsi que par la hausse de la consommation des ménages, et des investissements. Sur la période 2015-2021, les épisodes de hausse de la production

Figure 2.1: Croissance du PIB réel du Niger par rapport à l'Afrique de l'Ouest (en %)



Source : BAD, Département des statistiques et FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale.

Figure 2.2: Croissance du PIB réel par habitant du Niger par rapport à l'Afrique de l'Ouest (en %)



du secteur de l'agriculture et du PIB réel sont globalement synchrones, illustrant l'importance de ce secteur dans l'explication des performances économiques. En 2023, l'activité économique a fortement ralenti, à 2,5 %, comparé à 11,9 % en 2022. La baisse du taux de croissance résulte pour l'essentiel du changement de régime politique intervenu en juillet 2023, qui a entraîné des sanctions économiques et financières de la part de la CEDEAO et de l'UEMOA, ainsi que du gel des financements extérieurs issus des principaux partenaires techniques et financiers (PTF).

Bien que la moyenne du taux de croissance économique du pays figure parmi les plus élevées de la sous-région, le revenu par habitant au Niger est resté l'un des plus bas sur les trois décennies. En moyenne, le revenu par habitant est passé de 292 USD sur la décennie 1991-2000, à 555 USD (voir figure 3). Le revenu par habitant n'aura été multiplié que par 1,9, inférieur aux 2,37 enregistrés dans l'UEMOA, 2,41 dans le G5 Sahel et 2,71 en Afrique subsaharienne (ASS). Somme toute, le PIB par habitant a augmenté de 12,7 % en trois décennies, passant en moyenne de 418 USD entre 1991-2000 à 488 USD entre 2011 et 2020, reflétant ainsi les faibles gains de productivité dans un contexte de forte croissance démographique. De plus, si la croissance économique du pays a été robuste sur la dernière décennie, l'activité économique est restée peu diversifiée, avec une prédominance de l'informalité (environ 60 % du PIB), une fragilité et une extrême vulnérabilité aux chocs, notamment climatiques (par exemple, la faible pluviométrie de 2021 a eu plus d'impact sur la croissance que la Covid-19 en 2020). Outre la forte poussée démographique qui explique le faible niveau du revenu par habitant, les sources de la croissance à long terme et les entraves à la transformation structurelle pèsent sur les performances économiques et sociales du pays.

Section 2. Transformation structurelle du pays : moteurs, goulets d'étranglement et atouts

a) Transformation structurelle/économique du pays

Plusieurs études récentes² attribuent le faible niveau de revenu par habitant au Niger à la lenteur de la transformation structurelle de son économie, qui expliquerait pour l'essentiel la faiblesse de la productivité et de la croissance économique du pays. La transformation structurelle ou le changement structurel s'entend comme un processus de réallocation de l'activité économique des secteurs à faible productivité vers des secteurs dans lesquels la productivité est plus forte, permettant ainsi de maintenir une croissance forte, stable, inclusive et durable. Un tel processus est généralement caractérisé par au moins deux faits stylisés (McMillan et Rodrik, 2011) : i) l'augmentation de la part du secteur manufacturier et des services à forte valeur ajoutée dans le PIB, résultant d'une baisse soutenue de la part de l'agriculture ; ii) la baisse de la part de l'emploi agricole et le transfert de main-d'œuvre vers les autres secteurs plus productifs de l'économie. L'examen de l'évolution de ces deux indicateurs au Niger durant les trois dernières décennies montre qu'ils n'ont pas connu de changements significatifs durant les trois dernières décennies. En effet, entre 1991-2000 et 2011-2020, les parts de l'agriculture, de l'industrie et des services dans le PIB sont passées, en moyenne, respectivement de 33,0 % à 34,9 %, de 21,3 % à 22,4 %, et de 36,9 % à 38,7 % (cf. figure 2.3). Plus précisément, sur la décennie 2011-2021, la part du secteur primaire dominant est passée de 37,1 % en 2011 à 34,7 % en 2015, puis à 38,3 % en 2021, sous l'impulsion d'une croissance des investissements dans l'irrigation (15 % en moyenne annuelle), en lien avec l'Initiative 3N (les Nigériens Nourrissent les Nigériens). Estimée à 21,8 % du PIB en

Le Niger doit promouvoir une transformation structurelle rapide de son économie pour accélérer la croissance économique, à travers notamment la modernisation du secteur agro-pastoral et le développement des infrastructures et du capital humain.

² Voir notamment BAD (2023) Niger : Note diagnostique pays et Banque mondiale (2020). Des trajectoires pour une croissance durable au Niger.

Figure 2.3: Valeurs ajoutées sectorielles (% du PIB)

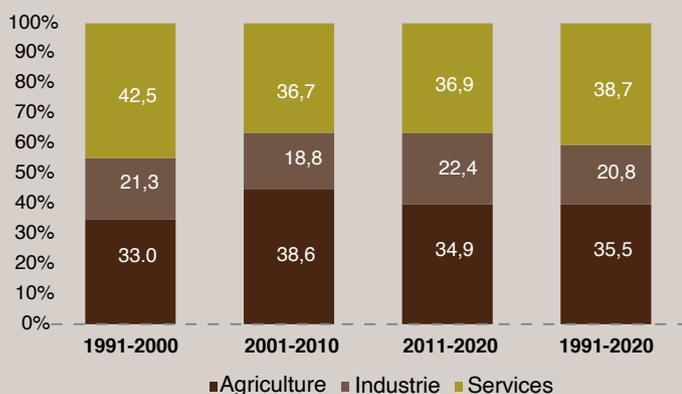
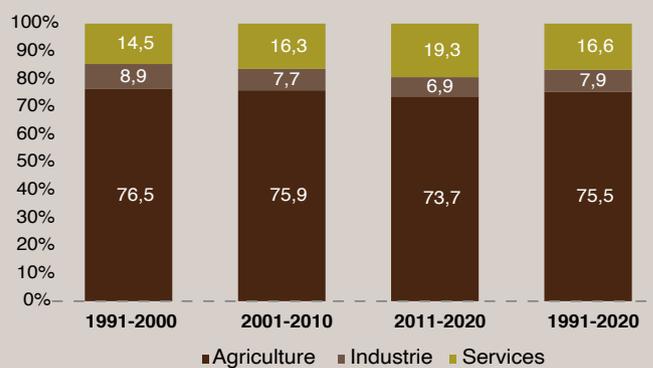


Figure 2.4: Parts emplois sectoriels (% total emploi)



2011, la part du secteur secondaire a atteint 24,1 % en 2015, avant de régresser en 2021 à 22,1 % du PIB, par suite de l'instabilité des activités extractives et manufacturières. En fait, la légère hausse de l'industrie entre 2001-2010 et 2011-2021 n'est attribuable qu'à l'expansion de l'industrie extractive³, alors que la valeur manufacturière enregistre une baisse tendancielle. Quant au secteur des services, quoiqu'en baisse par rapport à la décennie 1999-2000, il est resté dominant et stable durant les deux dernières décennies. La faible contribution de ce secteur à la croissance économique illustre la problématique de la faiblesse des productivités intra et intersectorielles des facteurs, analysée au paragraphe b ci-dessous. En effet, le secteur de services, représentant 41,1 %, 41,2 % et 39,6 % du PIB en 2011, 2015 et 2021 respectivement, n'a contribué à la croissance qu'à hauteur de 1,2 % en moyenne sur la période 2015-2021, contre 2,7 % et 1,0 % pour les secteurs primaire et secondaire.

Du point de vue de l'emploi, sur les trois dernières décennies, les migrations intersectorielles de

main-d'œuvre n'ont pas également été favorables au changement structurel de l'économie du Niger, avec une prédominance de l'agriculture (75,5 % de l'emploi total). En effet, les parts d'emploi dans l'agriculture et l'industrie sont passées de 76,5 % et 8,9 % à 73,7 % et 6,9 % entre les décennies 1991-2000 et 2011-2020 respectivement. La légère régression de l'emploi dans l'agriculture et de l'industrie, au profit du seul secteur des services (de 14,5 % à 19,3 %) ne s'est pas toutefois traduite par une hausse de la productivité globale du travail. Le secteur de services, comme d'ailleurs le secteur agricole, est en effet dominée par des activités informelles (représentant plus de 60 % du PIB, selon plusieurs études). Ainsi, en lien avec l'analyse en termes de valeur ajoutée, le Niger expérimente une transition vers une économie de services, phénomène qualifié de "désindustrialisation prématurée" (Rodrik, 2016). L'analyse de l'évolution de la productivité intra-sectorielle du travail en comparaison avec la productivité intersectorielle permet de compléter le diagnostic de la problématique de la transformation structurelle au Niger.

³ L'industrie extractive génère toutefois moins de valeurs ajoutées et moins d'emplois (voir Banque mondiale, 2017).

b) Analyse de la transformation structurelle du Niger à travers l'examen de l'évolution de la productivité du travail

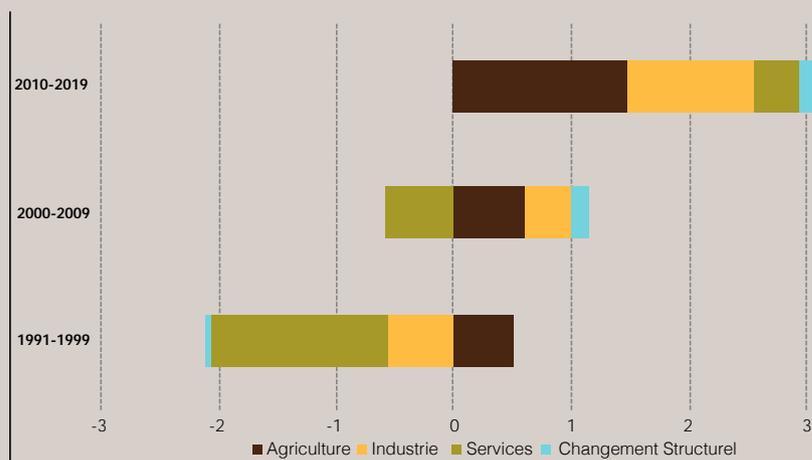
L'analyse de productivité du travail au Niger repose sur la méthode décomposition de celle-ci en deux composantes (McMillan et Rodrik, voir Annexe) : productivité intra-sectorielle et productivité intersectorielle (appelée aussi changement structurel). Les résultats obtenus pour le Niger sur la période 1991-2019 représentés sur la figure 2.6 montrent une amélioration encourageante de la productivité du travail dans les trois secteurs durant la période 2010-2019. Cela contraste avec les périodes 1991-1999 et 2000-2010 où l'évolution des productivités intra-sectorielles a été faible, voire négative, pour les secteurs de services et de l'industrie. Les résultats de l'évolution de la productivité du travail montrent aussi que la productivité intersectorielle du travail (appelée également changement structurel), quoiqu'en progression, reste nettement inférieure à la productivité intra-sectorielle sur toute la période d'analyse. Ce constat empirique cohérent avec les observations faites plus haut corrobore les résultats d'autres études récentes (BAD 2023, Banque mondiale 2020), à savoir : les gains de productivité intra-sectorielle dans les secteurs de

l'agriculture et de l'industrie ont été le moteur de la croissance de la productivité sur la dernière décennie (2011-2021). Cela s'explique par les investissements importants que le Niger a réalisés sur la période dans le secteur agricole et par la hausse de la production pétrolière.

c) Nouvelles données sur la croissance rapide des revenus et des emplois incorporés dans les exportations de services

Le rapport sur les PEA 2024 de la BAD met également en exergue les possibilités d'amélioration de la valeur ajoutée et du revenu par habitant grâce à la promotion des exportations de services. Cette analyse s'appuie sur les travaux de Goldberg et Reed (2023) qui mettent l'accent sur la demande comme contrainte à la transformation structurelle, contrairement à l'approche classique dominante reposant sur l'offre. Dans cette optique, la demande étrangère et les marchés intégrés pourraient impulser une transformation structurelle dans les économies africaines généralement caractérisées par l'exiguïté de leurs marchés. L'analyse de Mensah et de Vries (2024) montrent ainsi l'impact positif de l'élargissement des marchés sur les exportations sectorielles, la productivité et la création d'emplois

Figure 2.5: Niger. Évolution de de la productivité intra et intersectorielle du travail (1991-2019)



Source : BAD PEA 2024.

en Afrique. Même si les données détaillées ne sont pas disponibles pour le Niger, les résultats pour ce pays indiquent la possibilité d'une stratégie de transformation structurelle et de promotion de la productivité, qui pourrait utiliser les exportations de services (Figure 2.6). Ainsi, les exportations de services liés au transport et aux biens pourraient être des sources de valeurs ajoutées importantes, avec la possibilité de promotion de l'emploi dans les secteurs y afférents.

d) Leviers pour accélérer la transformation structurelle

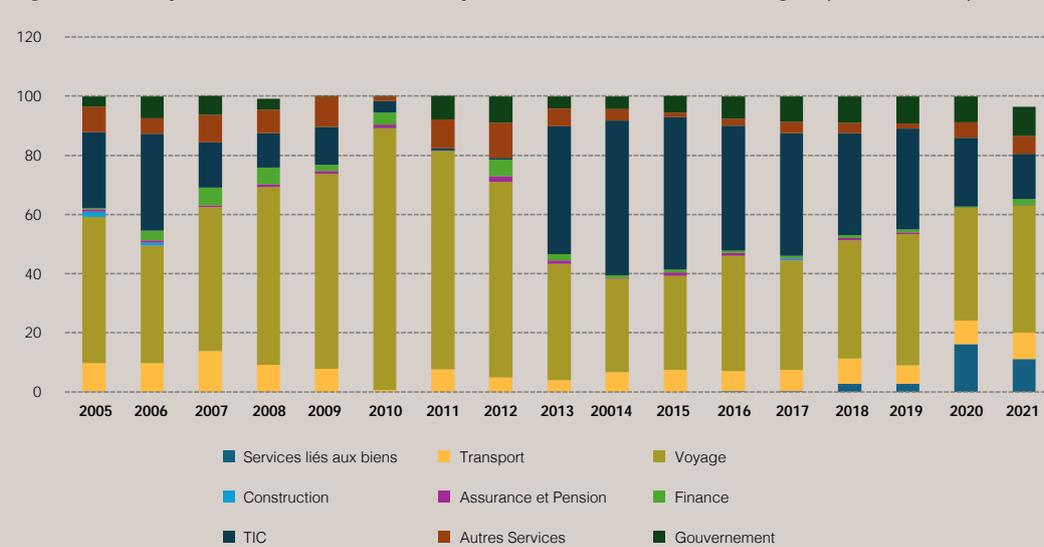
Le diagnostic des dynamiques récentes de l'économie du Niger a révélé un ensemble de contraintes plus ou moins fortes pesant sur sa transformation structurelle. Fondamentalement, les contraintes découlant du diagnostic incluent : i) la faible productivité des facteurs, ii) la faible compétitivité extérieure, iii) la faible diversification des exportations, iv) l'inefficience des dépenses publiques, v) la vulnérabilité aux chocs exogènes. En conséquence, l'économie est restée sans transformations ni changements significatifs, susceptibles d'engager le pays sur une trajectoire nette de croissance inclusive et durable. Un tel diagnostic appelle des réformes et politiques

permettant de traiter durablement la problématique de la transformation économique et sociale du pays. Les différentes études récentes, dont la NDP (2023), mettent en perspective des défis et enjeux majeurs, articulés autour d'au moins six principales réformes prioritaires :

La modernisation de l'agriculture pour plus d'effets d'entraînement. Elle s'étend à un renforcement des dynamiques intersectorielles impliquant, en amont, le secteur agricole. Une accélération des programmes d'investissements dans le cadre des interventions des programmes agricoles (comme l'Initiative 3N) doit être priorisée, avec l'accroissement des dépenses d'investissement dans le secteur de l'agriculture. Une telle orientation des dépenses publiques doit permettre d'améliorer la productivité agricole et induire des effets d'entraînement dans les autres secteurs.

Le renforcement du capital humain pour une productivité accrue. Une offre éducative portée par une formation technique et professionnelle de qualité, un système intégré assurant l'adéquation entre l'offre de compétences et la demande du marché de travail, doit être une priorité de l'action publique. Une telle dynamique, impulsée par une

Figure 2.6: Répartition sectorielle des exportations de services du Niger (2005-2021)



Source : BAD PEA 2024

main-d'œuvre qualifiée et compétente dans les métiers de l'industrie, implique l'intensification des investissements dans le système éducatif, en faveur de l'éclosion et de l'adoption des innovations et technologies qui permettent d'améliorer la productivité du travail. De tels changements dans les dynamiques structurelles du marché du travail sont nécessaires à la transformation structurelle de l'économie, offrant des compétences techniques dans les secteurs porteurs d'emplois décents et de croissance économique.

Le développement des infrastructures pour une meilleure compétitivité. L'investissement doit être orienté de manière à assurer la disponibilité, l'accessibilité financière et la qualité des intrants, dont l'énergie, la technologie, le transport, etc. Une réallocation des ressources vers ces domaines permettra de lever des goulots d'étranglement, libérant ainsi le potentiel des secteurs extractifs et manufacturiers.

Le développement de l'agro-industrie orientée vers des chaînes de valeurs. Sur la base des avantages comparatifs importants et variés du pays dans l'agriculture et les mines, il sera utile de développer des capacités de transformation dans le cadre de chaînes de valeurs dans les filières à forte valeur ajoutée. La mise en œuvre de zones économiques spéciales, de réformes complémentaires en matière de facilitation des échanges, d'incitations économiques et fiscales, d'accès aux marchés et d'infrastructures de soutien, doit être entreprise pour soutenir une telle démarche.

L'amélioration du climat des affaires favorable au secteur privé. Il sera utile d'approfondir les réformes susceptibles d'améliorer l'efficacité, la productivité, la compétitivité et la rentabilité du secteur privé dans les domaines de l'administration, du système judiciaire, du régime foncier, du régime fiscal, de l'énergie, du financement, de la formalisation, etc. L'objectif de croissance inclusive et durable impose davantage cette logique d'attractivité du territoire, étant donné la contrainte

de ressources à laquelle est confronté le secteur public, mais aussi la faible propension du secteur privé à l'égard des enjeux d'emplois décents et d'emplois verts. Avant le changement de régime politique en 2023, le pays était déjà engagé sur ces voies par le biais, notamment, du cadre de partenariat public-privé, lequel doit devenir plus dynamique et plus fonctionnel en vue d'instaurer un dialogue permanent et efficace entre l'État et les investisseurs privés.

L'amélioration des mécanismes de résilience face aux chocs exogènes. Le renforcement des capacités de résilience en termes d'adaptation, d'atténuation et d'alerte précoce doit être une priorité de l'action publique. Par ailleurs, si la stabilité politique devient un acquis, sa consolidation est essentielle pour stabiliser le processus de transformation, mais aussi pour assurer la sécurité des biens et des personnes, le spectre de l'insécurité alimentée par les revendications sociales et islamistes étant toujours présent.

e) Principaux goulets d'étranglement d'une transformation structurelle rapide au Niger

Le diagnostic ci-dessus de la problématique de la transformation structurelle du Niger découle de plusieurs études diagnostiques qui ont récemment analysé les obstacles à la transformation structurelle de l'économie du pays (PDES 2022-2026, Note diagnostique pays de la BAD 2023 (NDP 2023), Banque mondiale 2022). Le diagnostic social, économique et institutionnel met en exergue de multiples contraintes structurelles incluant, entre autres, : un déficit en capital humain et en infrastructures (qualité et coût de l'énergie, des transports, des TIC, etc.), une vulnérabilité face aux chocs climatique (agriculture pluviale) et sécuritaire (menace djihadiste), un climat des affaires peu incitatif pour le secteur privé (cadre institutionnel, régime fiscal et foncier, système judiciaire, etc.), une faible diversification des exportations, l'inefficience du secteur public (qualité de la gouvernance et des dépenses publiques), la croissance démographique, l'incidence de la pauvreté plus

accentuée en milieu rural. La crise de la COVID-19 et celle née de l'invasion de l'Ukraine par la Russie⁴ ont exacerbé la vulnérabilité de l'économie et des populations. En conséquence, le pays doit travailler à lever des contraintes actives pour réduire la fragilité structurelle et atteindre un rythme soutenu de croissance inclusive et durable dans un contexte de chocs et de crise. Les principaux obstacles à la transformation structurelle de l'économie nigérienne ci-dessus mentionnés sont globalement cohérents avec ceux identifiés dans le rapport PEA 2024 de la BAD et dans plusieurs autres travaux (McMillan et al., 2014 ; van Neuss, 2018 ; Martins, 2019 ; Dappe et Lebrand, 2024 ; Timmer 2012). Plus précisément, le diagnostic des dynamiques récentes de l'économie du Niger effectué par la Banque (2023) a révélé un ensemble de contraintes plus ou moins fortes. Fondamentalement, les contraintes découlant de ce diagnostic incluent : i) la faible productivité des facteurs, ii) la faible compétitivité extérieure, iii) la faible diversification des exportations, iv) l'inefficience des dépenses publiques, v) la vulnérabilité aux chocs exogènes. En conséquence, l'économie est restée sans transformations ni changements significatifs, susceptibles d'engager le pays sur une trajectoire nette de croissance inclusive et durable. Un tel diagnostic appelle des réformes et des politiques permettant de traiter durablement la problématique de la transformation économique et sociale du pays.

La faiblesse de la transformation structurelle de l'économie nigérienne résulte en grande partie de l'échec des différentes stratégies d'industrialisation mises en œuvre depuis l'indépendance, qui n'ont pas permis un essor de l'industrie, cet échec tenant à des facteurs tels que la faiblesse du tissu industriel, la faiblesse de la productivité, l'absence d'emplois, l'insignifiance des valeurs ajoutées. Différents goulots d'étranglement persistants limitent la mise en valeur du potentiel industriel du pays. Du côté de l'offre, ils sont constitués : i) du coût élevé des facteurs de production, dont l'énergie ; ii) du déficit d'infrastructures de transport

et de communication, iii) de la concurrence déloyale du secteur informel (importations frauduleuses), iv) de l'environnement peu incitatif et peu attractif, vi) de difficultés en matière de normes et de certification, vii) de contraintes d'ordre fiscal ; et, viii) de problèmes en matière de disponibilité des matières premières.

Du côté de la demande, les contraintes incluent : i) l'étroitesse du marché intérieur et ii) la faiblesse du pouvoir d'achat des populations. La détérioration des termes de l'échange et la baisse des cours frappent particulièrement le sous-secteur minier. Dans le cadre de la politique industrielle en cours d'élaboration, l'État entend apporter des solutions efficaces à cet ensemble de contraintes. Le secteur agricole, en raison de son poids économique (plus 35 % du PIB) et d'occupation (environ 80 % de la population active), constitue également un véritable goulot d'étranglement de la transformation structurelle de l'économie nigérienne. En effet, en dépit des résultats positifs de ces dernières années induits par l'Initiative 3N, l'agriculture reste confrontée à un triple défi : celui de la production, de la productivité et de la modernisation. Le secteur agricole est caractérisé par une faible productivité des systèmes et écosystèmes agricoles. Les gains de productivité ont été limités au cours de la dernière décennie : la productivité du travail agricole est passée de 417 USD en 2009 à 754,8 USD en 2020 au Niger, alors qu'elle est de 907,4 USD en 2020 dans les pays FAD (BAD, 2021a).

Cette situation résulte des contraintes liées à une faible pluviométrie, une faible organisation des producteurs, des difficultés d'accès aux équipements et intrants et à une baisse de fertilité des sols. D'autres contraintes du secteur sont liées au défaut d'organisation des circuits de stockage (pertes post-récoltes), de commercialisation (accès au marché), ainsi qu'à la faible capacité de transformation des produits

4 Depuis les Assemblées annuelles de 2022 au Ghana, l'expression consacrée dans les documents officiels de la Banque est « L'invasion de l'Ukraine par la Russie ». L'Afrique du Sud, l'Algérie, la Chine et l'Égypte ont émis des réserves et proposé l'appellation « conflit russo-ukrainien ».

agricoles. En conséquence, si une grande partie de la population en âge de travailler est employée, le travail est concentré dans des activités de petite taille, nécessitant peu de qualification et à basse productivité : 40,7 % du travail dans le secteur agricole nigérien n'est pas rémunéré, le nombre d'heures travaillées par semaine (25) est notablement inférieur à celui observé dans les autres secteurs et 51,6% des emplois sont indépendants. Ces contraintes, conjuguées aux chocs climatiques (inondations, sécheresse), induisent des épisodes d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, qui sont récurrents dans le pays.

Section 3 - Financements pour accélérer la transformation structurelle du Niger

3.1. Programme de transformation structurelle du pays

Avant la survenance du coup d'État de juillet 2023, le Niger disposait d'un plan de développement économique et social (PDES 2022-2026) articulé autour de trois axes principaux : Axe 1 : Développement du capital humain, inclusion et

solidarité ; Axe 2 : Consolidation de la gouvernance, paix et sécurité ; et Axe 3 : Transformation structurelle de l'économie. Le PDES (2022-2026) avait identifié cinq (05) catégories de défis liés à la structure de l'économie du Niger : i) une faible diversification de l'économie, ii) une faible valorisation des produits locaux pour lesquels le Niger dispose d'un avantage comparatif dans la production, iii) une économie dominée par le secteur primaire et le secteur informel, avec un secteur secondaire faible ; iv) une économie insuffisamment modernisée, faiblement diversifiée et peu compétitive dans un contexte d'ouverture des frontières et du libre-échange ; v) des coûts des facteurs de production élevés compromettant le développement des PME/PMI et la compétitivité des entreprises existantes. Ces différents coûts sont caractérisés par : 1) une offre d'énergie insuffisante et chère, 2) un secteur de transport peu développé, 3) un accès au financement de l'économie insuffisant, en raison de l'exigence de garanties et des taux d'intérêt jugés élevés ; 4) une offre de financement relativement limitée, avec un système bancaire étroit ; 5) la faible qualification de la main-d'œuvre et son inadéquation avec les besoins réels des entreprises sur le marché du travail.

Encadré 1: Soutien de la Bad à la transformation structurelle au Niger

La problématique de la transformation structurelle de l'économie pour accroître la productivité et la croissance économique au Niger a, ces dernières années, été progressivement prise en compte dans les plans de développement économique et social du pays. La transformation structurelle de l'économie était ainsi la thématique centrale et un des trois piliers stratégiques du PDES (2022-2026) du Niger. Des interventions stratégiques et opérationnelles (prêts et programmes) de la BAD au Niger se sont également inscrites ces dernières années dans le cadre de ces initiatives des autorités nigériennes en faveur de la transformation structurelle. Ainsi le Document de stratégie pays (DSP 2018-2022) a apporté plusieurs appuis pour notamment lever les contraintes majeures qui entravent la transformation structurelle au Niger, à travers deux piliers stratégiques : (i) Promouvoir la compétitivité de l'économie pour libérer son potentiel et favoriser la création d'emplois ; et (ii) Promouvoir le développement d'une agriculture résiliente pour une forte croissance durable et inclusive. Les interventions de la Banque dans le cadre du DSP 2018-2022 ont ainsi contribué à la réduction des contraintes structurelles à la transformation structurelle à travers notamment le développement des infrastructures d'énergie et de transport, la modernisation du secteur agro-pastorale ainsi que l'amélioration de l'environnement des affaires et le développement du secteur privé. La Banque a outre aidé Niger à se doter d'une politique industrielle qui a fait l'objet d'adoption en 2024.

3.2. Besoins et déficit de financement au Niger

La problématique de financement, de la transformation structurelle en particulier, était au centre des préoccupations du PDES 2022-2026. Sur la base d'une hypothèse optimiste, les autorités d'alors avaient estimé le coût global de ce plan à 19 427,6 milliards de francs CFA. Ce montant était composé de 8 757,0 milliards de FCFA de dépenses publiques sur ressources propres de l'État, de 6 742,3 milliards de FCFA attendus des PTF et de 3 923,3 milliards de FCFA, du secteur privé. Les ressources globales ainsi nécessaires pour la mise en œuvre du plan devaient financer pour 44 % l'axe 1, 26 %, l'axe 2 et 30 %, l'axe 3 (la transformation structure de l'économie).

La BAD (2024) a également effectué des estimations des besoins et du déficit de financement pour accélérer la transformation structurelle des économies africaines, aussi bien au niveau global que par pays. La méthodologie utilisée est le modèle d'étalonnage développé par Gaspar et al. (2019) en liaison avec les objectifs de développement durables (ODD). Elle consiste à quantifier les besoins et le déficit de financement annuels pour atteindre la meilleure performance obtenue dans les quatre domaines des ODD jugés indispensables à la transformation structurelle accélérée (ODD 4, Éducation, OOD 7, Énergie, ODD 8, Productivité, et ODD 9, Infrastructure). Pour chaque pays, le déficit de financement estimé correspond aux dépenses totales nécessaires pour atteindre le niveau de dépenses atteint par les pays les plus performants. Ces derniers sont des pays en développement non africains ayant enregistré un score de 80 sur 100 en matière d'ODD. Ces pays avaient un revenu par habitant inférieur à 13 846 d'USD en 2022. Les estimations des coûts et des besoins de financement sont effectuées pour chaque pays à la fois par rapport à l'échéance des ODD, soit 2030, et à celle de l'Agenda de l'Union africaine, 2063. Les besoins de financement ainsi calculés représentent non pas les montants requis pour atteindre les ambitions de ces deux agendas,

mais les niveaux atteints par les pays les plus performants dans les quatre domaines des ODD.

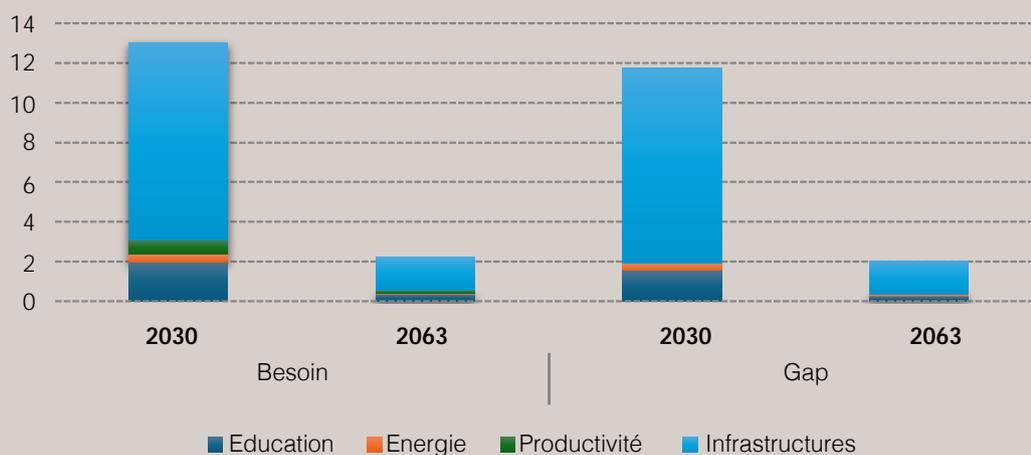
Sur la base de cette méthodologie d'étalonnage, les estimations de la BAD indiquent, pour l'horizon 2030, un besoin de financement annuel au niveau du continent de 495,6 milliards d'USD (soit environ 17 % du PIB projeté de 2024), alors que pour le Niger, le besoin s'élèverait à 59 % du PIB de 2024. Pour accélérer la transformation structurelle à l'horizon 2063, le besoin de financement s'élèverait à 10,3 % du PIB pour le Niger, contre 3 % du PIB pour le continent.

3.3. Comblent le déficit de financement par la mobilisation des ressources publiques internes

Le financement d'une transformation structurelle accélérée en Afrique incombe d'abord aux pays à travers la mobilisation des ressources publiques internes et l'amélioration de l'efficacité de la dépense publique. Les estimations de la BAD (2024) montrent que le Niger figure parmi les pays africains qui doivent déployer plus d'effort fiscal pour atteindre les objectifs de transformation structurelle accélérée à l'horizon 2030 ou 2063 présentés plus haut. Les résultats de ces estimations de ratio recettes fiscales/PIB (ratio fiscal) requis pour combler les besoins de financement de la transformation structurelle accélérée sont représentés dans la figure 7 ci-dessous. Ainsi le Niger doit mobiliser environ 10 % du PIB et 11 % du PIB de recettes fiscales pour financer les dépenses nécessaires à la transformation structurelle accélérée respectivement pour les horizons 2030 et 2063.

Le rapport de la BAD (2024) procède en outre à une analyse comparative entre le ratio fiscal requis pour réaliser la transformation structurelle accélérée et le potentiel fiscal de chaque pays. Celui-ci correspond au niveau des recettes publiques « attendu » compte tenu de ses caractéristiques structurelles. Plusieurs facteurs structurels déterminant le

Figure 2.7: Estimation des besoins annuels de financement et du déficit de financement pour accélérer la transformation structurelle en Afrique d'ici 2030 et 2063



Source : BAD PEA 2024.

potentiel fiscal d'un pays ont été identifiés par les travaux empiriques ; il s'agit principalement du revenu par habitant, de structure productive, etc. Les résultats obtenus, représentés dans la figure 2.10 ci-dessus, montrent que pour le Niger, le ratio fiscal requis pour réaliser la transformation structurelle accélérée serait quasiment équivalent à son potentiel fiscal à l'horizon 2063. En revanche, pour 2030, ce ratio est d'environ 50 % supérieur au potentiel fiscal du pays.

3.4. Remarques finales et recommandations de politique générale

Il ressort de l'analyse de ce chapitre qu'après une période de faible croissance économique, voire de stagnation, dans les décennies 1980-1990, 1990-2000 et 2000-2010, le taux de croissance du PIB réel au Niger s'est redressé dans la décennie 2010-2020. En dépit du niveau du taux de croissance économique, l'un des plus élevés de la sous-région, le revenu par habitant au Niger est resté l'un des plus faibles sur les trois décennies. La structure de l'économie nigérienne a peu changé durant les trois dernières décennies. La faible croissance de

la productivité inter-sectorielle confirme la lenteur du changement structurel (déplacement de la main-d'œuvre des secteurs à faible productivité vers des secteurs à forte productivité) au Niger. Pour accélérer la transformation structurelle, les autorités du pays doivent déployer les actions ci-après :

- La modernisation de l'agriculture pour plus d'effets d'entraînement. Une telle orientation des dépenses publiques doit permettre d'améliorer la productivité agricole et induire des effets d'entraînement dans les autres secteurs.
- Le renforcement du capital humain pour une productivité accrue. Une telle dynamique, impulsée par une main-d'œuvre qualifiée et compétente dans les métiers de l'industrie, implique l'intensification des investissements dans le système éducatif, en faveur de l'éclosion et de l'adoption des innovations et technologies qui permettent d'améliorer la productivité du travail.

LE FINANCEMENT DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE DU NIGER : LA NÉCESSITÉ DE RÉFORMER L'ARCHITECTURE FINANCIÈRE MONDIALE

MESSAGES CLÉS

- Le Niger figure parmi les pays ayant le plus de besoin de financement pour accélérer la transformation structurelle de son économie. La mobilisation des ressources financières extérieures constitue une des principales modalités de financement de l'économie à laquelle le pays doit encore recourir.
- Le financement extérieur du développement du Niger dans le cadre des PDES successifs a été important durant la dernière décennie. Dans ces ressources extérieures, la part des financements concessionnels des principaux PTF a été dominante, même si la dette publique et l'investissement direct étranger ont aussi augmenté.
- Pour continuer à bénéficier de financements extérieurs accrus, notamment sous forme de concours des PTF et d'IDE, le Niger doit poursuivre et consolider, pendant et après la transition politique en cours, les réformes économiques et financières et l'amélioration de la gouvernance du pays engagées durant la dernière décennie. Cela devrait passer notamment par une meilleure gestion de la dette publique pour éviter d'être exposé à un risque de surendettement élevé.
- Le Niger pourrait également compter sur les financements climatiques pour améliorer la gestion de l'environnement et renforcer la résilience de son économie face aux changements climatiques, dont la fréquence est parmi les plus élevées. Le Niger compte sur la coopération internationale pour mobiliser des ressources financières suffisantes pour l'atteinte des objectifs de la CDN. Sur la période 2021-20230, les PTF et la Finance climat internationale devaient prendre en charge environ 74 % des besoins de financement, la part de l'État se limitant à près de 26 %.

Introduction

La problématique du financement, de la transformation structurelle en particulier, était au centre des préoccupations du PDES 2022-2026. Sur la base d'une hypothèse optimiste, les autorités d'alors avaient estimé le coût global du PDES 2022-2026 à 19 427,6 milliards de francs CFA. Ce montant était composé de 8757,0 milliards de FCFA de dépenses publiques sur ressources propres de l'État, 6 742,3 milliards de FCFA attendus des PTF et 3 923,3 milliards de FCFA, du secteur privé. Les ressources globales ainsi nécessaires pour la mise en œuvre du plan devaient financer pour 44 % l'axe 1, 26 %, l'axe 2 et 30 %, l'axe 3 (la transformation structurelle de l'économie). Le chapitre 2 de la présente Note a indiqué que le Niger figure parmi les pays africains qui doivent mobiliser le plus de ressources pour accélérer la transformation structurelle de son économie.

Section 1 – Situation du Niger par rapport à la nécessité de réformer l'architecture financière internationale

À l'instar de beaucoup d'autres pays africains, le Niger est confronté à d'immenses besoins en matière de développement économique et social que son niveau actuel de mobilisation des ressources ne permet pas de financer. Aussi, soutient-il la réforme de l'architecture financière mondiale initiée par le G20 qui permettrait d'améliorer la mobilisation des ressources et l'accès aux financements en faveur des pays en développement. La réforme de l'architecture financière mondiale proposée par le G20 (Triple programme international) recommande une approche en trois volets pour réformer les Banques multilatérales de développement (BMD) : 1) adopter un triple mandat pour éliminer l'extrême pauvreté, stimuler la prospérité partagée et contribuer aux biens publics mondiaux ; 2) tripler

les niveaux de prêts durables des BMD d'ici 2030 ; et 3) créer un troisième mécanisme de financement qui permettrait de mettre en place des dispositifs souples et novateurs pour s'engager de manière ciblée avec des investisseurs désireux de soutenir des éléments du programme des BMD.

Même si Niger a vu ses financements extérieurs croître durant la dernière décennie, ses besoins en matière de développement et social demeurent encore immenses, comme l'attestent les analyses du chapitre 2. De plus, les défis de développement, qui requièrent déjà des financements importants, sont accentués par les problèmes de vulnérabilités climatiques et des chocs multiples récurrents auxquels le Niger est confronté. Le pays pourrait donc bénéficier grandement de la réforme de l'architecture financière mondiale qui lui permettrait d'avoir un accès plus important et diversifié aux financements extérieurs. Pour la période de transition (2023-2026), le Niger pourrait avant tout chercher à poursuivre et à concrétiser les promesses de financement des dernières années concernant de nombreux programmes et projets de développement du pays. En effet, les principaux PTF s'étaient engagés⁵ à apporter 22,7 milliards d'euros pour un besoin de financement du PDES de 10,3 milliards d'euros, soit 220 % du financement recherché. Concernant le secteur privé, les annonces et manifestation d'intérêt ont permis d'enregistrer un montant global de 8,5 milliards d'euros, pour un besoin de 6 milliards d'euros, soit un taux de couverture du secteur privé de 140 %.

Le Niger pourrait également tirer profit du renforcement et de la concrétisation d'initiatives de financement précédentes en phase avec les objectifs de réforme de l'architecture financière mondiale. Ainsi, le Niger pourrait accroître les financements de son économie à travers le recyclage des DTS émis par le Fonds monétaire international (FMI) au profit des pays africains. De même, la réforme de l'architecture financière

⁵ Les annonces de contributions des principaux PTF faites lors de la Table ronde de financement du PDES 2022-2026 organisée à Paris en décembre 2022.

mondiale permettrait au pays de bénéficier davantage de ressources climatiques à travers plusieurs autres sources de financements climatiques : le Fonds vert pour le climat, le Fonds d'adaptation pour les PMA, les Fonds stratégiques pour le climat (FSC), les Fonds du programme d'adaptation pour les petits agriculteurs, le « Programme du micro-financement (PMF) » du FEM, les Fonds fiduciaires pour les technologies propres, etc. La réforme de l'architecture financière mondiale impliquant celle des agences de notation de crédit peut également profiter au Niger en raison des coûts de financement élevés auquel il est confronté. Disposant de ressources naturelles importantes (pétrole, uranium, or, etc.), le Niger pourrait ainsi à mettre ses actifs naturels pour améliorer sa notation de crédit qui s'est fortement dégradée ces dernières années avec une hausse du coût de financement de l'économie nigérienne.

Section 2 - Mobiliser des ressources supplémentaires pour la transformation structurelle au Niger

L'analyse du chapitre 2 a mis en évidence des besoins de financement importants pour accélérer la transformation structurelle de l'économie nigérienne, mais aussi des déficits non moins importants. À l'horizon 2030, les montants de ces besoins et déficits de financement s'élèveraient respectivement à 13 et 11 milliards d'USD par an à l'horizon 20230. Au-delà de ces besoins et déficits de financement afférents à l'accélération de la transformation structurelle de son économie, le Niger fait également face à d'autres défis liés notamment à la réduction de la pauvreté et aux changements climatiques. Le relèvement de ces défis nécessitera davantage de ressources, non seulement publiques et privées, mais aussi internes et externes. Le diagnostic du chapitre 2 a mis en exergue un niveau de mobilisation des recettes fiscales extrêmement faible pour répondre aux besoins de financement, notamment l'accélération de la transformation structurelle de l'économie. Compte tenu des contraintes structurelles et

du potentiel fiscal limité du pays, le Niger devra compter sur le financement extérieur pour réaliser ses objectifs de développement aussi bien au titre de l'Agenda 2063 qu'à celui des ODD.

L'évolution des sources de financements au Niger a été contrastée ces dernières années. D'abord, face aux contraintes de mobilisation des ressources internes, le pays a dû recourir de plus en plus à l'aide publique au développement (APD) pour financer notamment ses programmes de développement économique et social. L'afflux de l'APD a été favorisé par la stabilité politique et l'adoption de programmes économiques et financiers crédibles, comportant des réformes appuyées par les principaux PTF du pays. Ainsi l'APD s'est maintenue à environ du 10 % du PIB par an sur la période 2013-2021. Par contre, l'investissement direct étranger (IDE) a connu une baisse tendancielle sur la période considérée, passant de 10 % du PIB au début de 2010 à moins de 5 % du PIB entre 2016 et 2021. La baisse de l'IDE a par ailleurs suivi celle de l'investissement privé au Niger, qui est passé d'environ 25 % du PIB à moins de 20 % du PIB entre 2016 et 2021. La baisse de l'investissement privé a toutefois pu être compensé par l'investissement public financé par l'APD et l'endettement public. Les envois de fonds des migrants, quoique stables durant la période considérée, sont restés à un niveau faible, comparativement à beaucoup d'autres pays africains (environ 3 % du PIB).

Section 3 - Faire face à la dette

La transformation structurelle accélérée au Niger requiert des apports de financement internes et externes qui soulèvent la problématique de l'endettement du pays. Aussi la dette publique du pays a augmenté lentement ces dernières années, le pays ayant entrepris la réalisation de nombreux projets d'investissements publics. L'encours de la dette est passé de 35,8 % du PIB en 2015 à 44,8 % et 42,5% du PIB en 2020 et 2021 respectivement (UEMOA, 2021). En 2020 plus spécifiquement, l'encours de la dette a progressé à un rythme

Le Niger doit mobiliser des ressources financières importantes pour financer la rapide transformation structurelle de son économie, ce qui nécessite notamment l'accès des financements extérieurs plus importants que la réforme de l'architecture financière mondiale pourrait faciliter.

plus soutenu, le déficit budgétaire s'est creusé en raison de la pandémie de COVID-19, ayant été financé principalement au moyen de ressources extérieures. Le taux d'endettement reste cependant en deçà du seuil maximal de 70 % du PIB contenu dans le programme de convergence de l'UEMOA. En termes de structure, la dette extérieure a augmenté lentement depuis 2012 pour représenter en moyenne 69,6 % de la dette publique entre 2016 (73,2 %) et 2020 (69,8 %). Les créanciers multilatéraux dominent largement (quatre cinquièmes environ), le pays empruntant auprès de la Banque mondiale (IDA), puis de la BOAD et de la Banque africaine de développement. La dette bilatérale officielle (AFD, Belgique, Inde, Chine) représente environ un cinquième de la dette extérieure. En 2020, la dette commerciale (117,21 milliards francs CFA) est constituée de l'emprunt auprès de la Deutsche Bank AG, contracté en 2020 pour le reprofilage du portefeuille de la dette intérieure⁶ ; elle représente 4,78 % de la dette extérieure totale, traduisant une baisse du même ordre dans la composante bilatérale (13,9%). Estimée en moyenne à 2,8 % du PIB entre 2008 et 2014, la dette publique intérieure a commencé à augmenter dès 2015, pour représenter en moyenne 30,4 % de l'endettement public entre 2016 (26,8 %) et 2020 (30,2 %).

L'encours de la dette intérieure est dominé par les titres publics, avec en moyenne 62,15 % d'obligations du Trésor et 22,87 % de bons de Trésor sur la période 2016-2020. À partir de 2018, les contrats de partenariats public-privé (CPPP) sont devenus une composante de la dette intérieure, représentant 4,2 % en 2018, puis 5,8 % et 9,4 % en 2019 et 2020 respectivement. Alors que cette composante est en augmentation (1,3 % du PIB en 2020), la dette intérieure sous forme de titrisation est en baisse, passant de 7,8 % en 2016 à 1,9 % et 0,7 % en 2019 et 2020 respectivement. La dette intérieure est détenue très majoritairement par des banques domiciliées au Niger ou dans le reste de l'UEMOA. Les arriérés

concernent seulement la dette intérieure, mais se sont réduits, passant de 5,3 milliards francs CFA (0,09 % du PIB) en 2015 à 4,5 milliards francs CFA (0,06 % du PIB) en 2020. Le service de la dette suit une courbe similaire à celle de la dette publique, représentant environ 11,7 % du PIB en 2020 et 106 % des recettes fiscales.

En 2023, les sanctions imposées au Niger ont conduit à l'accumulation d'arriérés de paiement de la dette, ce qui constitue un défaut de paiement selon la définition de Moody's. À la suite du coup d'État, Moody's a baissé la note de la dette souveraine du Niger de deux crans à Caa2, avec une perspective négative. Une telle note est considérée comme hautement spéculative et limite l'accès du Niger aux marchés des capitaux internationaux. Par ailleurs, le coût de refinancement sur les obligations souveraines a augmenté, passant de 12,774 % le 10 juillet 2023 à 15,453 % le 13 novembre 2023. Par ailleurs, la baisse de la note souveraine peut impliquer une baisse de la valeur du collatéral des banques et des difficultés d'accès à la liquidité pour le système bancaire. Ce risque semble actuellement limité, car d'après Moody's, la CDEAO continue à accepter les obligations souveraines nigériennes, permettant ainsi aux banques d'accéder à la liquidité. Avant le coup d'État, le Niger avait renforcé son cadre de gestion de la dette publique, ce qui s'est notamment traduit par le reprofilage de la dette publique. Cela a permis de réduire sensiblement la dette intérieure à court terme et plus coûteuse au profit d'un financement extérieur à plus long terme et moins coûteux. Le cadre institutionnel de gestion de la dette a également été renforcé avec le rattachement de la Direction de la dette publique à la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, afin de se conformer aux meilleures normes internationales.

Cela a permis d'entreprendre la mise en place de systèmes d'information plus modernes afin de réduire au minimum les risques relatifs à la gestion

⁶ Les autorités ont procédé à une opération de restructuration de la dette en janvier 2020, au cours de laquelle elles ont emprunté 148 milliards de francs CFA (1,9 % du PIB) à la Deutsche Bank pour rembourser la dette intérieure.

de la dette, centraliser les différentes fonctions (front, middle, back offices) de gestion de la dette, et de se conformer aux exigences en matière d'information financière. La consolidation de ces acquis institutionnels en matière de gestion de dette publique figure parmi les principaux défis de la transition politique en matière de gestion des politiques économiques. Le maintien de la dette publique au-dessous de 70 % du PIB et la volonté des autorités de la transition d'apurer les arriérés de paiement constituent de bons signes dans ce sens.

Section 4 - Financement de l'action climatique

La gestion durable de l'environnement et de la résilience aux chocs climatiques constitue un des défis majeurs à relever pour atteindre les objectifs de la transformation structurelle accélérée de l'économie nigérienne. Cela était pris en compte dans le cadre du PDES 2022-2026 qui avait fait de la mise en œuvre de la Contribution déterminée au niveau national (CDN) une priorité nationale. Celle-ci présentait la feuille de route du Niger pour la contribution à l'atteinte de l'objectif fixé par l'Accord de Paris sur le climat, notamment le maintien de la hausse de température en dessous de 2°C, voire 1,5°C, à l'horizon 2050. Cela est d'autant plus primordial que le Niger fait partie des 10 pays les plus vulnérables et les plus exposés aux effets des changements climatiques. Avec une contribution inférieure à 0,1 % des émissions mondiales de CO₂, le Niger est fortement exposé à des conditions climatiques extrêmes liées à la sécheresse, aux inondations et aux épidémies. Selon les évaluations de la CDN révisée, le montant de ses besoins de financement climatique sur la période 2021-2030 s'élèverait à 12,2 milliards d'USD, soit 1,22 milliards d'USD par an. Ce montant comprend 6,74 milliards d'USD en coûts d'adaptation et 3,16 milliards d'USD pour l'atténuation⁷. Le montant total des financements climatiques mobilisés par an, selon les estimations des PEA 2023 (615 millions d'USD), ne représenterait qu'environ 50 % des besoins de

financements annuels estimés par la CDN (1,22 milliard d'USD).

Sur cette base, il en résulterait un déficit de financement annuel moyen de 0,77 milliards d'USD. Par exemple, les montants de financements climatiques alloués au Niger entre 2017 et 2018 se sont établis à environ 615 millions d'USD, soit 601 millions d'USD le secteur public (97 %) et 14 millions d'USD (3 %) pour le secteur privé. Concernant les financements publics, environ 80 % des fonds proviennent des sources internationales, les 20 % restants des financements étant assurés par l'État nigérien. Les financements internationaux sont octroyés sous forme de dons et de prêts concessionnels accordés en grande partie par des institutions multilatérales, comme la Banque africaine de développement, la Banque mondiale et l'Union européenne. Le montant de ces financements climatiques, même publics, doit toutefois être relativisé, car la plupart des programmes/projets financés ne sont pas tous exclusivement dédiés à la problématique des changements climatiques. Le montant total des financements climatiques enregistré au Niger entre 2017 et 2018 représente environ 50 % des besoins de financement. Le déficit de financement qui en résulte laisse entrevoir les possibilités d'implication du secteur privé dans le financement de la croissance verte et l'action climatique au Niger.

Le rapport PEA 2023 avait effectué des estimations du montant de financement privé selon les différents scénarios liés au niveau de contribution du secteur privé au financement. Les plans d'investissement et de partenariat figurant dans la CDN révisée ainsi que la cartographie des projets/programmes climat étaient en cours de finalisation avant le changement de régime politique de juillet 2023. Le Niger comptait sur la coopération internationale pour mobiliser des ressources financières suffisantes pour atteindre les objectifs de la CDN. Sur la période 2021-20230, les PTF et la Finance climat internationale devaient prendre en charge

⁷ Le reste étant les pertes et dommages pour 2,29 milliards d'USD.

environ 74 % des besoins de financement, la part de l'État se limitant à près de 26 %. La stratégie de mobilisation des ressources devait reposer sur les axes suivants : le renforcement du réseau de partenariat existant, la conception d'outils d'aide à la décision, le développement d'actions de plaidoyer, la diversification des sources de financement et la valorisation des opportunités de financement. Dans les plans d'investissement et de partenariat, plusieurs sources de financement avaient été identifiées : le Fonds vert pour le climat, le Fonds d'adaptation pour les PMA, les Fonds stratégiques pour le climat (FSC), les Fonds du programme d'adaptation pour les petits agriculteurs, le « Programme du micro financement (PMF) » du FEM, les Fonds fiduciaires pour les technologies propres, etc.

Section 5 – Conclusions et recommandations stratégiques

Le Niger fait face à des besoins de financement énormes pour accélérer la transformation structurelle de son économie, indispensable à l'accélération de la croissance économique et à l'amélioration des conditions de vie de sa population. La dynamique économique enregistrée durant la dernière décennie a été en grande partie financée grâce à la mobilisation de financements extérieurs, notamment sous forme concessionnelle. Une partie non négligeable du financement a aussi concerné le climat et l'environnement. La dette publique a toutefois augmenté sensiblement, même si le risque de surendettement du pays était jugé modéré. Pour continuer à bénéficier de financements extérieurs, notamment de concours des PTF et d'IDE, le Niger doit poursuivre et consolider, pendant et après la transition politique en cours, les réformes économiques et financières et l'amélioration de la

gouvernance du pays engagées durant la dernière décennie. Pour accélérer la transformation structurelle de son économie, le pays doit encore mobiliser davantage de financements extérieurs par le biais de plusieurs mesures, dont les suivantes :

- **Maintenir le cadre macroéconomique viable et consolider la gestion publique afin d'éviter le risque de surendettement élevé.** Cela passe notamment par le fait de privilégier les financements concessionnels dont le pays pourrait tirer profit, comme cela a été cas dans la dernière décennie.
- **Consolider la dynamique des réformes et améliorer la gouvernance économique, notamment dans le secteur des ressources naturelles, tout en y encourageant l'investissement direct étranger.** Cela implique l'amélioration du climat des affaires et la promotion de l'attractivité du pays.
- **Achever la mise en place du dispositif d'opérationnalisation de la CDN révisée** : Cela concerne d'abord le Secrétariat permanent (SP) qui facilitera l'exécution des activités découlant de la CDN relevant de la compétence des administrations sectorielles concernées, des ONG/AD et du secteur privé.
- **Accélérer la finalisation des plans d'investissement et de partenariat climat** : Le Plan d'investissement climat pour la mise en œuvre de la CDN concernera tous les projets/programmes d'adaptation et d'atténuation identifiés ou décidés par les porteurs et le gouvernement.

RÉFÉRENCES

- BAD (Banque africaine de développement). 2024. « Rapport sur les Perspectives économiques en Afrique ».
- BAD (Banque africaine de développement). 2023. « Rapport sur les perspectives économiques en Afrique »
- BAD (Banque africaine de développement). 2023. « Note Diagnostique pays pour le Niger ».
- Banque mondiale, 2021 (2021a). Niger: Investing in Human Capital, Agricultural Productivity, and Social Protection for faster Poverty Reduction. A poverty assessment, The World Bank.
- Banque mondiale (2021b). Niger Urbanization Review. Supporting Niger's Modern Oases. World Bank
- CDN (2015). Contribution prévue déterminée au niveau national - CPDN (INDC) » du Niger.
- FMI (2019c). Niger : Evaluation de la gestion des investissements publics (PIMA). Rapport technique, Département des finances publiques, Fonds monétaire international.
- FMI (2020). Demande de décaissement au titre de la facilité de crédit rapide, Rééchelonnement de l'accès au titre de la facilité élargie de crédit. Rapport du FMI n° 20/128.
- FMI (2021). Demande d'un accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit, Communiqué de presse et Analyse de viabilité de la dette et déclaration de l'Administrateur pour le Niger. Rapport du FMI n° 21/271, Décembre 2021.
- Lewis, W. A. (1954). Economic Development with Unlimited Supplies of Labour. The Manchester School, 22(1), 139-191.
- McMillan, M., et Rodrik, D. (2011). Globalization, Structural Change and Productivity Growth (in M. Bacchetta, & M. Jense, Making Globalization socially sustainable ed.).
- PDES/Tome 2 (2022). Orientations générales et sectorielles. Ministère du Plan, République du Niger.
- PDES/Tome 3 (2022). Plan d'Actions Prioritaires et Cadre de mesure des résultats. Ministère du Plan, République du Niger.



44,083

5,06.88

35.88

11.085

22.83

\$:219

1915,535



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

2020